

*Questions orales*

**M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley):** Monsieur le Président, ces réponses sont de celles que les gens de Colombie-Britannique et des autres provinces n'acceptent pas.

Le ministre voudrait-il confirmer que, par sa négligence et celle du gouvernement du Crédit social en Colombie-Britannique, l'activité forestière favorisée par les ententes de mise en valeur a ralenti ou cessé, que le comité consultatif a annulé ses réunions, et aussi que, sans ces ententes, l'approvisionnement en bois de l'industrie par nos centres forestiers va diminuer, que des travailleurs seront mis à pied dans les centres forestiers de toute la Colombie-Britannique et de tout le pays?

**L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts):** Monsieur le Président, je dis à mon ami que les ententes ne seront pas annulées. Elles seront conclues avant le début de la saison de plantation.

Je suis tombé ce matin sur un article intéressant, dans lequel le dirigeant de l'un des principaux comités sur l'environnement parle de la position du NPD sur l'environnement et d'autres importants problèmes de la Colombie-Britannique.

**Une voix:** Qui est-ce?

**M. Oberle:** Je vais vous le dire dans un instant. Je suis tombé sur cet article par hasard. C'est le président du Western Wilderness Committee. Il dit:

Je suis réellement déçu que le NPD n'ait pas formulé de politique concernant les peuplements mûrs, les aires naturelles ou les parcs, ou Carmanah, en particulier.

\* \* \*

**LES TRAVAUX PUBLICS**

**M. Mac Harb (Ottawa—Centre):** Monsieur le Président, les tribunaux ont demandé au gouvernement de réexaminer toutes les soumissions présentées à l'égard du centre de données de la TPS. Au lieu de cela, le gouvernement a modifié ses exigences en abandonnant sa politique d'octroi des contrats au soumissionnaire offrant le prix le plus bas. Cela a engendré une grave méfiance envers le processus.

Pourquoi le gouvernement a-t-il agi d'une façon aussi injuste?

**L'hon. Paul Dick (ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le Président, le gouvernement a toujours eu pour pratique d'essayer d'obtenir le maximum pour son argent. Cela ne correspond pas nécessai-

rement au prix le plus bas. D'autres facteurs entrent aussi en ligne de compte.

**M. Mac Harb (Ottawa—Centre):** Monsieur le Président, le ministre convient-il qu'en changeant les règles du jeu en cours de route son gouvernement a provoqué un certain chaos pour les soumissionnaires du centre de données en cause? Le gouvernement fera-t-il une enquête sur les accusations voulant que le processus d'adjudication soit injuste et subjectif? S'engagera-t-il aussi à rendre publics les résultats de cette enquête?

**L'hon. Paul Dick (ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le Président, le gouvernement s'est conformé à la décision des tribunaux. Il a rouvert le processus d'adjudication et a fait un nouvel appel d'offres. Comme nous avons clairement énoncé les conditions cette fois-ci, il ne devrait pas y avoir de problèmes. Les soumissionnaires ont eu gain de cause.

\* \* \*

**LES EMPLOIS POUR LES ÉTUDIANTS**

**Mme Albina Guarnieri (Mississauga—Est):** En l'absence de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, j'adresse ma question au vice-premier ministre suppléant.

• (1200)

Le mois dernier, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration a annoncé une réduction de 41 millions de dollars au titre du programme Emploi d'été/Expérience de travail. Nous savons maintenant que cette décision va coûter plus de 17 000 emplois aux étudiants canadiens. Comment le gouvernement peut-il justifier de forcer plus de 17 000 étudiants à intégrer cet été les rangs des chômeurs?

**L'hon. Marcel Danis (ministre d'État (Jeunesse), ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre):** Je tiens à dire tout d'abord à la députée que le gouvernement n'a nullement réduit ses dépenses destinées aux jeunes. Il a seulement réorienté son aide des étudiants du postsecondaire à ceux du secondaire, dont un nombre considérable semble vouloir décrocher. Nous avons lancé un nouveau programme visant à motiver les jeunes à rester à l'école. Dans l'ensemble, le budget consacré aux jeunes est passé de 198 millions à 218 millions de dollars.

**Mme Albina Guarnieri (Mississauga—Est):** Monsieur le Président, le ministre espère peut-être qu'il y aura moins d'étudiants qui examineront les programmes du gouvernement. Les 2 000 étudiants qui ont manifesté à